

AP n° 2020-MD-124-IC

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
pour l'activité de stockage de déchets**

concernant la Société ONYX EST à Beine-Nauroy

**Le préfet de la Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

Vu :

- le Code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux visées par la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral consolidé, modifié, n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016, autorisant la société Onyx Est, dont le siège social est situé Route de Haspelschiedt à Bitche (57230), à exploiter un centre de stockage et de valorisation de déchets sur le territoire de la commune de Beine-Nauroy au lieu-dit « Le Grand Monfort » ;
- le courrier du préfet de la Marne du 25 avril 2019 permettant notamment l'aménagement des conditions de réaménagement de la couverture finale pour les casiers 2 et suivants du fait de l'impossibilité d'atteindre les performances attendues en termes d'étanchéité par un seul compactage de la craie ;
- l'arrêté préfectoral n°2020-APC-11-IC du 21 janvier 2020 portant sur la mise en place de moyens matériels, humains et opérationnels supplémentaires sur ce site dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les incendies ;
- le rapport d'incident sous n° BN-02-2020 du 06/08/2020 transmis par la société ONYX EST relatif à un incendie survenu le 31 juillet 2020 sur son site à Beine Nauroy ;
- les conclusions du rapport daté du 13 août 2020, commun aux deux visites d'inspection, circonstancielle puis inopinée, qui se sont déroulées successivement les 01 et 03 août 2020 sur ce site ;

Considérant que :

- depuis octobre 2019, des incendies se déclenchent de manière répétitive dans l'alvéole n°8 du casier n°2 amenant notamment les services de secours et d'incendie (SDIS) à intervenir systématiquement avec des véhicules lourds d'intervention type « Dérouleur de tuyaux » ;
- depuis le 21 janvier 2020, les installations ont fait l'objet de nouvelles prescriptions visant à la mise en place de moyens supplémentaires pour prévenir et lutter contre les incendies ;
- ces dispositions ont été respectées par l'exploitant dans les délais prescrits à l'exception de la mise en place d'une conduite d'alimentation en eau d'extinction, fixe, permettant de rapprocher le point d'accès à la réserve d'eau d'extinction des zones en cours d'exploitation ;
- l'épaisseur de la couche intermédiaire mise en place sur le talus de l'alvéole n°8 est insuffisante alors que l'alvéole a été le lieu de sinistres successifs au cours du dernier trimestre 2019 et, de nouveau, le 31 juillet 2020 avec une reprise du feu (fumerolles) vite maîtrisée le 4 août 2020 ;

- l'exploitation de cette alvéole n°8 a cessé et qu'une couverture intermédiaire de 0,30 m a été mise en place par l'exploitant sur la partie horizontale ;
- les matériaux inertes de cette couche intermédiaire horizontale ont été utilisés en partie pour apporter la matière nécessaire à l'étouffement de l'incendie du 31 juillet 2020 ;
- il apparaît nécessaire de demander à l'exploitant de remettre en état la couche intermédiaire initiale ainsi que les flancs de l'alvéole n°8 ;
- les prescriptions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement qui précise que « *1. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an* »

Sur proposition de Mme la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1er :

La société Onyx Est est mise en demeure, pour son établissement situé au lieu dit Le Grand Monfort sur le territoire de la commune de Beine-Nauroy (57230) de réaliser, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les travaux permettant de respecter les dispositions suivantes :

1) Respect des prescriptions techniques permises par le courrier préfectoral du 25 avril 2019 relatif à l'aménagement des conditions de réaménagement de la couverture finale pour les casiers 2 et suivants, la hauteur de la couverture provisoire pouvant être limitée à 0,30 m.

2) respect des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-11-IC du 21 janvier 2020 qui mentionne :

l'exploitant met en place une conduite d'alimentation en eau d'extinction fixe permettant de rapprocher le point d'accès à la réserve d'eau d'extinction des zones en cours d'exploitation. Cette conduite est protégée des risques de heurts et est au besoin enterrée.

Article 2 :

Les justifications des travaux seront transmis à la Direction départementale des territoires de la Marne – SEEPR – Cellule Procédures Environnementales – 40 bld Anatole France – CS 60554 – 51037 Châlons-en-Champagne Cedex après réalisation des travaux et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement des installations, jusqu'à exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'au maire de Beine-Nauroy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société ONYX Est lieu-dit « le Grand Monfort ».

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne le, **27 AOUT 2020**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général**


Denis GAUDIN

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

